

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Août 2012
**Supplément
Québec au
Prolétaire n°503**

Canada : 1 \$ Canadien

Europe: 1 €

Imprimerie spéciale

La signification des luttes étudiantes au Québec

Le 13 février 2012, une grève générale étudiante illimitée a été déclenchée au Québec contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral de Jean Charest. La hausse projetée est de 1625\$ sur cinq ans, ce qui représente une augmentation phénoménale de plus de 80% pour des frais qui sont présentement à 2168\$ par année, sans compter les frais afférents qui augmentent constamment et qui représentent une façon déguisée de hausser le coût de l'éducation. L'intention avouée est de rattraper la moyenne canadienne qui se situe autour de 4000\$ par année.

Le Québec a actuellement les frais de scolarité les plus bas en Amérique du Nord. Une augmentation de 500\$ sur cinq ans avait déjà été adoptée en 2007 comme premier pas vers une déréglementation des frais de scolarité. A la mi-avril, le mouvement de grève regroupait plus de 200.000 étudiants dans tout le Québec, dont un peu plus de 170.000 en grève générale illimitée, des universités et des CEGEP.

La hausse a été décidée par le gouvernement lors de son budget en 2010 qui était marqué par de nombreuses mesures brutales visant à détruire progressivement les avantages sociaux dont jouissent les prolétaires et la population laborieuse, dont notamment une taxe-santé annuelle de 200\$ par personne, sans tenir compte du revenu, alors que le système de santé public québécois tombe en ruines.

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, déclarait alors qu'une «révolution culturelle» était nécessaire pour faire comprendre aux travailleurs québécois que les services publics ont un prix, i.e qu'ils doivent être privatisés progressivement afin d'augmenter le taux de profit de la bourgeoisie. On devrait plutôt parler dans ce cas d'une contre-révolution culturelle! Malgré les propos du ministre Bachand les services publics n'ont jamais été «gratuits», ils ont été financés par les impôts et les taxes dont le poids principal retombe sur la classe ouvrière.

Le mouvement de protestation des

étudiants s'est rapidement développé à partir du 13 février, marqué par des manifestations de plus en plus nombreuses, dont quelques-unes ont viré à l'affrontement avec les forces policières. Le 7 mars eu lieu la manifestation la plus mouvementée et un étudiant a pratiquement perdu l'usage d'un oeil. La colère des étudiants et de tous ceux et celles qui les soutiennent a alors monté d'un cran et le mouvement étudiant en fût galvanisé. Le dimanche 18 mars une manifestation familiale rassemblait plus de 30.000 personnes à Montréal et des milliers d'autres à Québec et Sherbrooke.

Le 22 mars une manifestation nationale a eu lieu à Montréal avec plus de 200.000 participants, ce qui en faisait une des plus grosses manifestations politiques de l'histoire du Québec et même du Canada! Le gouvernement Charest fait la sourde oreille aux revendications étudiantes et véhicule une propagande démagogique et profondément malhonnête au sujet des étudiants qui ne voudraient pas donner leur «juste contribution» pour sauver le système d'éducation et l'assainissement des finances publiques!

Venant d'un gouvernement marqué par bien des scandales et qui n'hésite pas à donner des millions de dollars aux banques et autres grandes entreprises, tout en imposant des mesures d'austérité drastiques à la classe ouvrière, c'est tout simplement révoltant!

A mesure que le mouvement s'est étendu la répression policière est deve-

nue de plus en plus brutale, marquée par de nombreuses arrestations, ainsi que par un matraquage des médias bourgeois sur les étudiants «gâtés, irresponsables et vandales».

Cela n'a pas empêché que les manifestations étudiantes se soient multipliées et amplifiées à partir du mois d'avril, notamment avec les manifestations nocturnes qui ont débuté à la fin de ce mois pour dénoncer l'intransigeance et la mauvaise foi du gouvernement. La police de Montréal a tenté vainement de les empêcher en les décrétant «illégales», mais sans succès. Des manifestations semblables se sont déroulées à Québec ou se trouve le siège de l'Assemblée Nationale du Québec. Devant la résistance opiniâtre des étudiants et de leurs partisans, le gouvernement a décrété la fameuse **loi 78** qui oblige tout rassemblement de plus de 50 personnes à fournir son itinéraire au moins huit heures à l'avance sous peine d'être considéré illégal. Les forces policières ont le mandat d'arrêter les manifestants qui refusent de se disperser. Des amendes exorbitantes sont aussi prévues pour toute organisation, plus particulièrement étudiante, qui refuse de se conformer à la loi. Des arrestations massives ont suivies l'adoption de cette loi, lors des manifestations déclarées «illégales» par le service de police de Mon-

(Suite en page 2)

DANS CE NUMERO

- «Mouvement étudiant révolutionnaire». Mouvement petit-bourgeois réformiste
- Qu'est-ce que le Parti Communiste International?
- Dictature du prolétariat et parti de classe

La signification des luttes étudiantes au Québec

(Suite de la page 1)

tréal.

Mais la détermination des manifestants, qui englobaient bien plus que des étudiants y compris même des militants syndicaux et de groupes populaires, n'a pas faibli et la police tout en déclarant les manifestations illégales a laissé les manifestants marcher soir après soir. Le 22 mai, une gigantesque manifestation qui a rassemblé plus de 300.000 personnes selon les organisateurs a enfreint la loi 78 en changeant d'itinéraire en cours de route sans prévenir les forces policières et ces dernières furent incapables de mettre un terme au rassemblement et de procéder à des arrestations massives. Fin juin, bien que le gouvernement ait fermé les universités pour 3 mois, des dizaines de milliers de personnes manifestaient à Montréal et Québec. Le 22 juillet il y avait encore des milliers de manifestants à Montréal et d'autres villes, alors que la perspective d'élections anticipées se précisait.

* * *

Les journalistes ont signalé un nouveau du nationalisme québécois dans le mouvement étudiant. Bien que ce nouveau soit très relatif, l'adversaire direct se situant à Montréal et non à Toronto, il n'a rien d'étonnant: historiquement la lutte pour l'accès à l'éducation a toujours fait partie intégrante de la lutte du nationalisme québécois, notamment lors de la «*Révolution Tranquille*» dans les années 60. Le développement du capitalisme québécois a eu comme conséquence, exactement comme dans les autres pays capitalistes développés en pleine croissance à la même époque, un accroissement du nombre d'étudiants pour répondre au besoin de salariés et techniciens hautement qualifiés ainsi que d'un encadrement du prolétariat à différents niveaux. En 1966 l'ONU appelait ainsi les Etats membres à assurer le libre accès de tous à l'enseignement supérieur et préconisait l'instauration de la gratuité de l'enseignement (1); la «*démocratisation*» tant vantée de l'enseignement supérieur (démocratisation toute relative, car les enfants d'ouvriers ont toujours connu les plus grandes difficultés pour y accéder) au moyen de subventions, de systèmes de bourses d'études, etc., était une nécessité pour le capitalisme qui traversait alors une période d'expansion continue.

La forte croissance de l'accès à l'enseignement supérieur et universitaire et la poussée du nationalisme québécois ont été deux aspects liés à la montée en puissance de la fraction québécoise du capitalisme canadien et de ses efforts pour conquérir une place plus importante dans le cadre de l'Etat canadien (ou

pour prendre la voie de l'indépendance si cela n'était pas possible). Par ailleurs au Québec comme partout, le développement de l'enseignement était devenu, grâce à cette «*démocratisation*» de l'enseignement, un moyen pour certains éléments issus du prolétariat d'échapper à leur condition sociale et d'accéder à la petite-bourgeoisie: c'était la voie royale du fameux «*ascenseur social*» qui fonctionnait vraiment à ce moment-là. En ce qui concerne la petite-bourgeoisie, c'était un des moyens privilégiés pour assurer à ses enfants le maintien dans cette classe.

La bourgeoisie québécoise, par l'intermédiaire tant du Parti Québécois nationaliste bourgeois que du Parti Libéral fédéraliste, a conservé le gel des frais de scolarité au niveau universitaire pendant plusieurs années, de 1994 à 2007. Cependant la situation actuelle de crise économique internationale impose partout aux gouvernements bourgeois de donner un tour de vis pour maintenir ou restaurer les taux de profits du capitalisme, non seulement par un renforcement de l'exploitation directe du prolétariat, par des coupures dans les dépenses sociales, mais aussi en se débarrassant des couches petites-bourgeoises peu productives ou parasitaires.

Les deux principaux partis de la gauche réformatrice québécoise, Québec Solidaire et le nouveau parti indépendantiste Option Nationale, ont assuré les étudiants de leur appui et ils ont même pris position en faveur de la gratuité scolaire de la maternelle à l'université, revendication mise en avant par l'ASSÉ (Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante), syndicat étudiant démontrant une certaine combativité et qui est en grande partie l'instigateur du mouvement actuel de grève.

Mais que valent les promesses des partis réformatrices qui veulent surtout se positionner par rapport à d'éventuelles élections anticipées?

Les mesures actuelles ne sont pas dues à la méchanceté particulière du gouvernement Charest; elles s'inscrivent dans une tendance globale du capitalisme confronté à une crise générale de surproduction qui impose aux gouvernements bourgeois de droite ou de gauche de prendre des mesures d'austérité anti-prolétariennes et antisociales toujours plus prononcées, afin de trouver une solution même temporaire aux difficultés économiques. Il est également vain d'essayer de négocier avec le gouvernement de nouveaux moyens de financement, comme le font d'autres syndicats étudiants: aujourd'hui il y a trop d'étudiants et qui coûtent trop cher par rapport aux besoins du capitalisme au Québec.

* * *

L'importance, la durée de la lutte des

étudiants et l'écho favorable qu'elle rencontre auprès d'une partie importante de la population en dépit de l'hostilité des médias, tout cela démontre que nous sommes en présence de quelque chose de **bien plus large** qu'une simple lutte étudiante corporatiste. Les dizaines ou centaines de milliers de personnes - petits-bourgeois et prolétaires - qui se mobilisent dans des manifestations ne le font pas seulement par amour de la démocratie et pour soutenir les étudiants, mais parce qu'ils se sentent eux aussi menacés par l'offensive capitaliste et qu'ils craignent instinctivement de subir leur sort: exploitation accrue, prolétarianisation, répression. L'offensive capitaliste menace de précipiter les couches petites-bourgeoises (ou les aspirants à la petite-bourgeoisie) dans le prolétariat, suscitant leur révolte sous une forme ou sous une autre. Il est inévitable que cette révolte se fasse d'abord sous une orientation réformatrice, basée sur l'aspiration au retour à la période antérieure du capitalisme où la forte croissance économique garantissait leur statut social privilégié par rapport aux prolétaires, et sur la croyance à un capitalisme «*humain*», «*juste*», «*social*», etc.

Mais une partie, même minoritaire, des étudiants réalise sans aucun doute qu'avec ou sans diplômes, ils risquent d'être condamnés à partager le sort des prolétaires; les meilleurs éléments peuvent et doivent se rendre compte que leur adversaire véritable est en définitive non un gouvernement réactionnaire, mais le capitalisme lui-même et ses lois inflexibles. Ils peuvent alors comprendre que, si elle veut être fructueuse, la lutte doit dépasser l'aspiration étriquée et sans espoir à un statut social privilégié, pour s'inscrire dans une lutte bien plus large et à bien plus long terme: la **lutte de classe des prolétaires contre le capitalisme**.

Ce n'est évidemment pas cette orientation que défendent les organisations étudiantes, ni les divers groupes d'extrême gauche.

La CLASSE, présentée généralement comme l'association étudiante la plus combative, agit une perspective qui semble plus radicale que celle préconisée par les fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ), et c'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement voulait l'exclure des négociations qui se sont tenues à la mi-mai (elle y a finalement participé et accepté le compromis presqu'unanimement rejeté par les étudiants grévistes); mais en réalité cette perspective ne sort pas du cadre petit-bourgeois démocratique. Son évocation d'une «*grève sociale*» et son appel aux syndicats pour qu'ils soutiennent la lutte ne peut faire illusion. Les organisations syndicales ont déjà en réalité été appelées au secours par... le gouvernement, afin qu'en

serviteurs éprouvés du capitalisme, ils conseillent aux étudiants de faire des compromis, de respecter la légalité et de rejeter les formes de lutte les plus efficaces. Les appareils syndicaux existants sont des organismes de **collaboration de classes** qui, au mieux, négocient les revendications ouvrières avec les patrons tout en contenant les luttes afin qu'elles ne remettent pas en cause la paix sociale, et au pire sabotent ouvertement ces luttes.

Comment pourraient-ils aider les étudiants à enfreindre la loi 78, alors qu'ils se sont bien gardé d'appeler au mois de mai les cheminots en grève de la *Canadian Pacific Railway* à désobéir au décret adopté par le gouvernement fédéral ordonnant la reprise du travail?

Comment pourraient-ils organiser un soutien véritable à la lutte étudiante, alors qu'ils ne veulent ni ne peuvent organiser le moindre soutien réel aux prolétaires lockoutés et en général aux luttes des travailleurs? Tout ce qu'ils peuvent faire, dans le meilleur des cas, c'est faire voter des motions de soutien qui n'engagent à rien.

Quant à la «grève sociale», il semble qu'il s'agisse d'une grève... interclassiste où toute la population serait appelée à cesser son activité pour défendre les étudiants et la démocratie. On peut ainsi lire: «*Nous ne faisons pas ici un appel à un appui de façade où quelques permanents syndicaux rédigent un communiqué pour réitérer une énième fois leur appui à la lutte étudiante. Nous désirons au contraire appeler à une convergence de l'ensemble de la population québécoise contre les politiques de coupures et de marchandisation des services sociaux et de nos droits collectifs. Seule une généralisation de la grève étudiante sur les lieux de travail pourra rendre cette convergence effective. C'est, donc, un appel à la grève sociale que nous lançons à l'ensemble de la population!*» (2) (Souligné par nous).

«*L'ensemble de la population*», cela signifie toutes les classes de la société, les bourgeois, les petits-bourgeois et les prolétaires, les patrons et les ouvriers; tous sont ainsi appelés à *converger* contre une politique du gouvernement: pas de lutte des classes, pas de grève pour des intérêts de classe, pas d'opposition entre exploités et exploités; tous, selon cet appel, auraient des intérêts, ou, pire encore, des «droits collectifs» communs! Il s'agit d'un appel **typiquement petit-bourgeois**; Marx écrivait en effet dans «Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte»:

«Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être

*sauvée. (...) Le démocrate, parce qu'il représente la petite-bourgeoisie, par conséquent une **classe intermédiaire**, au sein de laquelle s'émeussent les intérêts des deux classes opposées, s' imagine être au dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le **peuple**. Ce qu'ils représentent, c'est le **droit du peuple**; ce qui les intéresse, c'est l'**intérêt du peuple**».*

C'est bien évidemment une fantasmagorie, mais qui a comme fonction de chercher l'appui de la seule force sérieuse d'opposition au sein de la société, le prolétariat, mais qui ne devrait cependant pas entrer en lutte pour ses intérêts de classe, mais pour ceux de la petite-bourgeoisie...

De leur côté, les organisations d'extrême-gauche soutiennent les revendications générales des étudiants comme le «droit à l'enseignement pour tous», contre la «marchandisation de l'enseignement» et appellent les travailleurs à soutenir leur lutte. Cela revient également à les appeler à lutter pour des perspectives et des intérêts de classe qui ne sont pas les leurs!

La lutte contre la marchandisation de l'enseignement est une utopie petite-bourgeoise: sous le capitalisme **tout** l'enseignement est entièrement modelé et strictement conditionné par les lois de ce mode de production; il est aussi impossible d'envisager un système d'enseignement qui y échappe qu'un Etat au dessus des classes. Pas plus que les autres institutions étatiques ou para étatiques, l'école et l'université ne peuvent être tranquillement réformées pour être mises au service du «peuple» ou des exploités, contrairement à ce que voudraient faire croire tous les défenseurs du capitalisme.

C'est pourquoi la revendication **politique** prolétarienne n'est pas une réforme de l'institution scolaire et universitaire, sa démocratisation, l'accès gratuit à l'enseignement supérieur, la «non-marchandisation» de l'enseignement; mais la **destruction** de l'école et de l'université bourgeoises, au même titre que les autres institutions de l'Etat bourgeois, pour laisser place, dans une société sans classes, à de nouvelles formes d'enseignement des jeunes et moins jeunes qui ne déboucheront plus sur la formation de spécialistes socialement privilégiés. Bien entendu cet objectif passe par la **révolution** et la **prise du pouvoir** par le prolétariat

Il ne fait aucun doute que les prolétaires ne peuvent pas rester indifférents devant les difficultés et les luttes de la petite-bourgeoisie (ou des aspirants petits-bourgeois que sont les étudiants); il ne fait aucun doute qu'il leur faut s'opposer à toutes les mesures répressives prises par les pouvoirs bourgeois contre les étudiants - non pas pour des raisons humanitaires et démocratiques, mais **dans**

leur intérêt strict de classe, parce que les mêmes mesures sont (et seront) employées contre leurs propres luttes: la lutte contre la répression bourgeoise, contre les lois «liberticides» fait partie de la lutte prolétarienne élémentaire.

Plus généralement, les prolétaires ne peuvent rester indifférents parce que l'attaque encaissée par la petite-bourgeoisie fait partie de l'offensive capitaliste générale dont ils sont la cible fondamentale. S'il fallait faire la démonstration à l'intérêt qu'ils ont à ce que cette attaque échoue, il suffirait de lire un éditorial du principal quotidien bourgeois québécois, selon lequel si le gouvernement cédait aux étudiants «*il n'y aurait plus moyen d'apporter quelque réforme que ce soit au Québec*» (3), étant entendu que par «réforme», les bourgeois entendent mesure antisociale et anti-ouvrière.

Mais cela ne signifie pas du tout que les prolétaires doivent se mobiliser et entrer en lutte pour défendre la position sociale des couches petites-bourgeoises, alors même qu'ils connaissent déjà les plus grandes difficultés à se mobiliser pour leur propre cause!

L'orientation prolétarienne n'est pas de servir d'auxiliaire aux aspirations des étudiants, de soutenir leurs perspectives, donc se porter sur **leur** terrain de la réforme des institutions de l'Etat (ou de défense des anciennes modes de fonctionnement des institutions) et de l'ordre social bourgeois; mais de les appeler à se mettre sur le **terrain propre du prolétariat**, qui est celui de la **lutte de classe** contre cet Etat bourgeois et contre le capitalisme: **c'est contre le capitalisme qu'il faut lutter! Non pour une réforme démocratique, mais pour la révolution communiste!**

Les réformistes sont déjà à l'oeuvre pour canaliser le «printemps érable» dans la voie inoffensive des élections et les tractations entre les partis vont bon train. Mais aucun changement électoral ne pourra arrêter les attaques capitalistes, il servira seulement à essayer de paralyser ceux qui sont frappés.

La lutte des étudiants et l'écho qu'elle rencontre sont le signe que les contradictions sociales s'accroissent inexorablement; elles pousseront tôt ou tard les prolétaires à entrer eux-mêmes en lutte de manière beaucoup moins épisodique et isolée que cela n'a été le cas jusqu'ici. Les oppositions entre les classes, qui en réa-

(Suite en page 3)



Luttes étudiantes au Québec

(Suite de la page 3)

lité ne cessent jamais sous le capitalisme, vont de plus en plus se manifester ouvertement.

Pour résister aux capitalistes et à leur Etat, les manifestations pacifiques, les orientations démocratiques, les appels à l'opinion publique, devront laisser la place à la **lutte de classe véritable**, opposant les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est alors que s'affirmera avec une urgence toujours plus pressante le besoin d'un parti de classe, doté d'une perspective claire et sans ambiguïté, fondée sur la défense des intérêts exclusifs du pro-

létariat, pour diriger et centraliser les luttes avec comme objectif ultime d'en finir avec la dictature du capital et pour l'avènement de la dictature du prolétariat, première étape vers une société sans classes.

Si cela peut sembler aujourd'hui une perspective difficile et lointaine, elle est en réalité la seule **réaliste**, toute autre perspective politique, comme celle d'un retour à «l'époque dorée» de l'État-providence ne pouvant que déboucher sur une impasse et un échec.

En cette ère de crise économique de plus en plus généralisée du système capitaliste, il n'y a plus de place pour des réformes sociales permettant de donner des miettes aux travailleurs en échange de la paix sociale. La bourgeoisie veut nous faire payer la crise de son système;

seule la lutte de classe nous permettra de repousser ses attaques, dont la hausse des frais de scolarité au Québec n'est qu'une des composantes, avant de pouvoir passer ensuite à l'offensive!

(1) Cité dans un article du groupe trotskyste *International Group*. cf <http://www.internationalist.org/quebec-student-strike-against-capital-1205.html>

(2) cf www.bloquonslahausse.com/vers-la-greve-generale/vers-une-greve-sociale

(3) *La Presse*, 13/4/12. Avec une morgue toute bourgeoise, l'éditorialiste qualifie la grève étudiante d'«*école buissonnière*»! cf <http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/andre-pratte/201204/12-01-4514826-une-crise-artificielle.php>

«Mouvement Etudiant Révolutionnaire»: Mouvement petit-bourgeois réformiste

Les maoïstes du *Mouvement Etudiant Révolutionnaire* (MER) aiment bien se présenter comme l'avant-garde révolutionnaire du mouvement étudiant; à l'issue de la mobilisation de ces derniers mois ils ont publié 5 «hypothèses» censées en tirer les leçons et les perspectives qu'elle ouvre pour «*l'avenir des luttes des classes au Québec*» (1).

S'il le fallait, ce texte donne une nouvelle démonstration de la nature politiquement petite-bourgeoise de nos maoïstes. En effet la lutte des classes évoquée dans la question disparaît dans les hypothèses, où l'on ne parle jamais de **classe ouvrière** ou de **prolétariat**; à sa place nous n'avons que le «peuple», les «masses populaires».

Prenant ses vessies pour des lanternes, le MER affirme que les derniers mois ont constitué «*un inestimable acquis pour les masses populaires en termes d'expérience de lutte. La pratique politique des masses vient de connaître un bond prodigieux et accéléré. Les structures sociales et politiques n'ont pas bougé - pas encore -, mais le peuple, lui, en revanche, s'en trouve profondément marqué et transformé*». La mobilisation autour des luttes étudiantes et contre les mesures répressives du gouvernement ont été sans aucun doute d'une ampleur inédite, et cela s'explique par l'ampleur du malaise social, par la maturation des tensions entre les classes.

Mais pour les marxistes, ce qui ressort d'une analyse de la situation actuelle, ce n'est pas que la «pratique politique des masses» - concept cher à l'interclassisme maoïste - aurait connu un «bond prodigieux» avec les grandes manifestations pacifiques et démocratiques; mais c'est l'énorme difficulté que connaît toujours la classe ouvrière à se mobiliser contre son adversaire de classe, c'est la faiblesse persistante des prolétaires à manifester leurs solidarités avec leurs frères de classe en

lutte contre les patrons: bref, c'est l'**absence** (d'ailleurs reconnue en passant et de façon désinvolte par le MER) **encore aujourd'hui de la lutte prolétarienne de classe**.

Et cette absence laisse toute latitude aux confusionnistes politiques comme le MER pour entraîner les prolétaires qui se mobilisent spontanément et individuellement, dans les impasses mortelles de l'interclassisme et du démocratisme réformistes. Le MER laisse entendre que «*les structures sociales et politiques*» pourraient «*bouger*» à la suite des mobilisations en cours: il y aurait en effet un «*important affaiblissement des institutions de pouvoir et des figures d'autorité de la bourgeoisie: le gouvernement, le parlement, les tribunaux, la police, les grands médias*». On croit rêver: la police est-elle affaiblie? Le parlement et tout le système électoral, l'idéologie et la praxis démocratiques bourgeoises ont-ils perdu leur influence? L'Etat bourgeois a-t-il le moins du monde été ébranlé? Il n'en est évidemment rien!

Si le MER raconte de telles sottises, c'est qu'il veut faire passer la perte de popularité du gouvernement Charest pour un affaiblissement de la domination de classe de la bourgeoisie. La conclusion est logique: si le gouvernement est battu lors des prochaines élections, c'est la bourgeoisie qui sera battue! Le MER a beau écrire que les élections sont une «*masquerade pseudo-démocratique*», il affirme cependant que «*ces élections (...) seront l'occasion privilégiée de porter un coup supplémentaire (!) aux institutions et à l'ordre bourgeois*».

Les élections ne sont et ne seront **jamais** rien de tel. Non pas parce qu'elle ne seraient pas assez, ou pas vraiment démocratiques, mais parce que le **mensonge démocratique** sert précisément à renforcer l'ordre bourgeois en constituant l'**an-**

tidote à la lutte de classe: voter est l'alternative que présente le système démocratique à l'entrée en lutte contre le système capitaliste. Il suffirait de changer par le vote les politiciens au pouvoir pour qu'il n'y ait plus «*de parti pris du gouvernement pour la bourgeoisie*», pour que les institutions se mettent à «*bouger*» en faveur des opprimés.

En réalité, on ne peut pas faire «*bouger*» ni «*porter des coups*» - et encore moins renverser - les «*institutions de pouvoir*» (i.e. l'Etat) bourgeois par des mobilisations pacifiques même imposantes, ni par des bulletins de vote comme veulent le faire croire tous les démocrates, mais seulement par la lutte révolutionnaire, par l'insurrection armée! L'Etat bourgeois est l'appareil de la domination de classe de la bourgeoisie, qui ne peut pas changer de nature par des réformes graduelles, mais qui doit être renversé et brisé par la révolution pour céder la place à l'appareil de domination du prolétariat indispensable pour déraciner le capitalisme.

Mais cette fable est utile au MER pour qu'il puisse présenter, à l'occasion des prochaines élections, son utopie réformiste d'un «*projet d'un véritable pouvoir populaire*».

A cette fumeuse perspective, le marxisme a opposé depuis qu'il existe la seule solution révolutionnaire: la constitution du prolétariat **en classe donc en parti**, sa constitution **en classe dominante** par la prise du pouvoir et l'**extension de la révolution à tous les pays!**

(1) Toutes les citations qui suivent sont tirées de: «*Les fruits du printemps 2012: 5 hypothèses sur la crise sociale au Québec*» cf <http://www.mer-pcr.com/2012/06/les-fruits-du-printemps-2012-5.html>

Qu'est-ce que le Parti Communiste International?

Le Parti Communiste International est une organisation révolutionnaire internationale et internationaliste qui se revendique de la continuité politique, programmatique et théorique du marxisme authentique contre tous les courants opportunistes qui ont jeté aux orties cette continuité.

Le PCI se réclame du combat mené par la **Gauche communiste d'Italie** dans les années 20, sous la direction d'Amadeo Bordiga, d'abord pour constituer, contre le réformisme social-démocrate, un parti communiste sur des bases intégralement marxistes; puis pour donner à la nouvelle Internationale Communiste des normes tactiques les plus cohérentes possibles avec les principes communistes; enfin pour s'opposer aux courants opportunistes qui se développaient au sein de l'Internationale parallèlement à la dégénérescence du pouvoir prolétarien en Russie.

Le PCI rejette les analyses trotskystes qui considèrent que l'URSS est demeurée un État ouvrier, quoique « dégénéré », après le triomphe de la **contre-révolution** stalinienne à la fin des années 20. L'URSS sous le règne de Staline et de ses successeurs était un État **féroce anti-ouvrier** dont l'économie était entièrement capitaliste : elle n'avait rien à voir avec le socialisme. En réalité le capitalisme n'a jamais été supprimé en Russie et il ne pouvait pas l'être ; le pouvoir prolétarien appuyé sur la paysannerie a pu balayer le tsarisme, rompre la domination de l'impérialisme, exproprier les capitalistes privés, mais il ne pouvait supprimer le mode de production capitaliste sans la victoire de la révolution dans les pays capitalistes développés : il est impossible de commencer à instaurer le socialisme, mode de production non-mercantile, non-monnaire, sans classes sociales ni entreprises autonomes, dans un seul pays, à plus forte raison dans un pays économiquement arriéré où de très importants secteurs de l'économie étaient encore à un stade pré-capitaliste, comme dans la Russie tsariste.

Mais la révolution et la prise du pouvoir ne peuvent avoir lieu dans tous les pays en même temps; elles se réalisent d'abord dans un pays ou un groupe de pays : l'extension internationale de la révolution est donc une nécessité vitale pour le maintien du pouvoir prolétarien. C'est une des raisons pour lesquelles l'organisation politique du prolétariat, le parti de classe, est nécessairement non seulement *internationaliste*, mais **internationale**.

L'aveuglement de Trotsky et ses partisans sur la véritable nature de classe des régimes staliniens, conjugué à l'utilisation de tactiques opportunistes, reprises, en les aggravant, de celles de l'Internationale a empêché le mouvement trotskyste de devenir l'alternative communiste révolutionnaire au stalinisme et à la social-démocratie. Au contraire, il a dégénéré en mouvement réformiste, seulement un peu plus « radical » en paroles, préconisant

des formes de capitalisme d'Etat : nationalisations, et plus généralement défense de l'Etat bourgeois. Comme l'avertissait déjà Engels, la mainmise de l'Etat bourgeois sur l'économie n'est pas une étape vers le socialisme mais un renforcement de la domination capitaliste; toute illusion à ce sujet doit être combattue par les communistes authentiques car elle est un obstacle à la lutte ouvrière.

La Gauche communiste a toujours été claire et sans compromis sur la nécessité de reconnaître le caractère **capitaliste** de l'Etat et de l'économie tant en URSS que dans tous les régimes staliniens qui furent créés par la suite (Chine, Europe de l'Est, Cuba, Corée du Nord, Vietnam, etc).

* * *

Le PCI dénonce et combat la *collaboration des classes* sous toutes ses formes.

Pour mener la lutte pour ses revendications immédiates et la défense de ses intérêts exclusifs de classe contre les attaques incessantes de la bourgeoisie, le prolétariat a besoin d'organismes répudiant toute forme d'union ou d'alliance interclassiste, complètement indépendants des institutions de la collaboration entre les classes et des intérêts bourgeois, et qui utilisent les méthodes et les moyens de lutte classistes. Le parti de classe, constitué par les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière, est l'instrument indispensable pour diriger cette lutte prolétarienne vers le renversement révolutionnaire du règne de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir prolétarien après la destruction de l'Etat bourgeois. Le PCI s'oppose aux courants politiques qui nient ou réduisent le rôle du parti que ce soit en mettant au premier plan les conseils ouvriers, les syndicats ou d'autres organisations semblables. En effet ces organisations qui regroupent les masses ouvrières ne peuvent jouer un rôle révolutionnaire que dans la mesure où elles sont dirigées par l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire par le parti de classe; sinon, ce sont d'autres partis, d'autres courants, reflétant à des degrés divers les intérêts de la classe dominante, qui les dirigent et détournent leur action pour qu'elle ne remette pas en cause le capitalisme. L'expérience de la révolution bolchevique d'Octobre 1917 a confirmé la nécessité d'un parti de classe centralisé, unitaire et internationaliste pour assurer le triomphe de la lutte prolétarienne. La Commune de Paris en 1871 a démontré par la négative que l'absence d'un tel parti mène le combat révolutionnaire à la défaite, quel que soit l'héroïsme des travailleurs en lutte.

L'expérience historique a également

démontré que, de sa naissance jusqu'à nos jours le capitalisme s'est développé au prix de guerres et de massacres continuels et que la bourgeoisie ne recule devant aucun crime pour défendre son pouvoir. Jamais elle n'abandonnera pacifiquement le pouvoir, jamais on ne pourra mettre fin au règne du capital par de simples réformes : il faudra pour cela une révolution, c'est-à-dire le **renversement violent du pouvoir bourgeois** par le prolétariat et l'instauration de son pouvoir dictatorial pour briser la résistance des classes exploiteuses et en finir avec le capitalisme.

Une fois la bourgeoisie renversée, la **dictature du prolétariat**, qui représente la phase transitoire avant de parvenir à la société sans classes et sans Etat, ne peut s'exercer qu'à travers la direction de l'organe politique suprême du prolétariat, le parti de classe, devenu la force dominante dans les conseils ouvriers et toutes les organisations prolétariennes.

* * *

Le PCI s'oppose à toute défense de la démocratie et du système parlementaire, qui ne sont rien d'autre que l'expression de la domination de classe politique et idéologique de la bourgeoisie.

En effet la démocratie masque la **domination de la classe capitaliste** en prétendant que tous les individus, qu'ils soient le plus pauvre des prolétaires ou le plus riche de milliardaires, sont égaux et jouissent de la même possibilité de décider, par le système électoral, la politique de l'Etat. Dans la réalité les prolétaires, qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, ne sont absolument pas sur un pied d'égalité avec les capitalistes qui possèdent tous les moyens de production, tous les moyens de communication et qui s'appuient sur toutes les institutions bourgeoises, de l'Ecole à l'Eglise en passant la justice et la police pour défendre leurs intérêts et l'ordre politique et social bourgeois qui les garantit. Le système électoral et parlementaire ne peut pas être utilisé pour remédier cette inégalité fondamentale de la société bourgeoise, non seulement parce que les capitalistes ont tous les moyens pour façonner l'« opinion publique » et se payer des auxiliaires réformistes, mais aussi et surtout parce que le centre réel du pouvoir politique ne se situe pas dans le parlement, mais dans la haute administration de l'appareil d'Etat, aux ordres des intérêts capitalistes les plus puissants.

C'est pourquoi les véritables communistes dénoncent la **mystification démocratique**, appelant les prolétaires à se détourner de la voie sans issue de la participation électorale et à consacrer leurs énergies à préparer la lutte de classe ouverte

(Suite en page 6)

Qu'est-ce que le Parti Communiste International?

(Suite de la page 5)

contre les capitalistes et leur Etat.

C'est aussi pourquoi ils les appellent à rejeter l'*antifascisme démocratique* dont l'objectif est de leur faire renoncer à lutter pour leurs intérêts de classe au nom de l'union avec certains bourgeois dans la défense d'une forme d'Etat bourgeois (la forme démocratique) contre une autre (la forme fasciste). Sous couvert de lutter contre de «dangereux extrémistes» l'antifascisme sert à consolider et renforcer la démocratie bourgeoise, considérée comme un «moindre mal» face à la «menace» fasciste. L'antifascisme est un piège mortel qui détourne les prolétaires de la nécessaire et indispensable indépendance politique de classe face à la bourgeoisie. Le fascisme et la démocratie sont les deux faces de la même médaille de la domination de classe de la bourgeoisie. Cette dernière recourt aux méthodes fascistes et met la démocratie en veilleuse quand elle sent son pouvoir menacé. Les réformistes de tout poil préconisent alors un retour aux formes «plus douces» de gouvernement qui existaient sous la démocratie dans le but de continuer plus facilement leur travail de collaboration des classes, tout comme aujourd'hui ils sont nostalgiques des «beaux jours» de l'État-providence, lorsque l'État bourgeois pouvait se permettre de donner des miettes aux travailleurs afin de maintenir la paix sociale.

Mais la classe dominante abandonne la politique de l' «Etat providence» et passe à des formes autoritaires de domination lorsque il devient nécessaire pour le capitalisme d'accroître l'exploitation des prolétaires. La seule façon de résister à ces « tournants » inexorables ne consiste pas à essayer de convaincre les bourgeois de revenir au temps révolu de l'exploitation « normale », mais à prendre la voie de la lutte anticapitaliste ouverte, **classe contre classe**. Il faut donc refuser tout soutien, même critique, aux partis de la gauche réformiste, tels que Québec Solidaire et le NPD qui n'ont rien à voir avec la lutte prolétarienne et qui ne servent qu'à semer des illusions au sein de la classe ouvrière sur la possibilité de réformer le capitalisme et d'adoucir la domination bourgeoise grâce à la démocratie et au parlementarisme.

* * *

Le Canada est un pays impérialiste qui participe activement au pillage du Tiers-Monde ainsi qu'à l'occupation impérialiste d'Haïti et de l'Afghanistan. La lutte contre les agressions impérialistes – armées ou «pacifiques» – et la solidarité avec les prolétaires et les masses opprimées qui en sont les victimes est un devoir pour les prolétaires du Canada, de même que le soutien aux luttes ouvrières à l'étranger : les prolétaires doivent répondre par la

solidarité de classe internationale à l'alliance des capitalistes de tous les pays contre les opprimés.

Le Canada s'est construit à travers l'oppression nationale de ses différentes minorités, dont les francophones et les peuples autochtones. C'est pourquoi le PCI défend fermement le droit du Québec à l'autodétermination contre toute tentative de la bourgeoisie canadienne de le maintenir de force à l'intérieur du Canada. Il défend également le droit à l'autodétermination des peuples autochtones qui ont été sans cesse spoliés et décimés depuis les débuts de la colonisation européenne au XVII^e siècle, d'abord par les monarchies française et anglaise et ensuite par la bourgeoisie canadienne.

En même temps le PCI s'oppose sans compromis au nationalisme, qu'il soit celui de la nation dominante ou de la nation dominée. Les prolétaires n'ont rien à gagner à la défense de l'Etat bourgeois canadien mais pas davantage à la création d'un nouvel Etat bourgeois national au Québec. Le droit du Québec à l'autodétermination, et ce y compris à la sécession, n'est pas reconnu par le gouvernement canadien et le maintien forcé de l'unité canadienne n'est d'aucun intérêt pour la classe ouvrière. Par contre le Québec n'est pas une colonie ou semi-colonie dont l'indépendance serait une nécessité pour éliminer l'emprise de la métropole qui bloquerait son évolution économique et sociale. La bourgeoisie et le capitalisme québécois se sont bien développés depuis la «Révolution Tranquille» des années 60 qui a modernisé la société québécoise. Le débat politique au Québec est polarisé depuis longtemps entre les indépendantistes et les fédéralistes (défenseurs de l'État canadien); mais ces deux camps bourgeois en lutte sont des ennemis acharnés du prolétariat qui cherchent à détourner ce dernier de la nécessité de s'organiser sur des bases classistes pour défendre ses intérêts et ses besoins propres. Ils ne méritent donc pas le moindre appui de la part des travailleurs qui doivent opposer la solidarité de classe entre les prolétaires du Québec et du Canada anglais aux appels nationalistes de leurs bourgeoisies respectives. Par rapport aux peuples autochtones, le PCI défend la même ligne, soit la défense de leur droit à l'autodétermination, tout en appelant les prolétaires autochtones à lutter contre toutes les bourgeoisies, y compris la leur, en alliance avec les autres prolétaires dans la perspective du renversement du capitalisme.

Pour reprendre les termes du Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels, «dans la mesure ou cesse l'exploitation d'un individu par un autre, cessera aussi l'exploitation d'une nation par une autre. Dans la mesure ou disparaît l'antagonisme entre les classes au sein de la nation, prendra fin l'hostilité des nations entre elles» (1).

* * *

La défaite de la vague révolutionnaire

internationale après la première guerre mondiale et la victoire de la contre-révolution ont permis l'embrigadement du prolétariat dans la deuxième guerre mondiale; depuis cet époque, le capitalisme, répandu sur toute la planète, s'est énormément développé et mondialisé. De son côté, privé de ses organisations de classe, le prolétariat des grands pays capitalistes est resté sous l'influence du réformisme, demeurant impuissant et soumis à l'ordre bourgeois qui lui assurait une lente amélioration de ses conditions de vie. Cette période est maintenant terminée; le capitalisme mondial en proie à la surproduction ne peut répondre à ses crises toujours plus graves et plus générales qu'en accroissant la concurrence inter-capitaliste tout en supprimant les forces productives en surnombre, en augmentant le chômage, en baissant les salaires, bref en redoublant dans tous les pays les attaques contre les travailleurs. Jusqu'à plonger l'humanité dans un **troisième conflit mondial** si le prolétariat ne le renverse pas avant.

Le prolétariat ne pourra s'opposer à cette course infernale qu'en rompant avec les organisations et les influences réformistes, en reprenant la voie de la lutte révolutionnaire dans les pays capitalistes développés et en travaillant pour cela à la constitution de ses organisations de classe, pour la lutte de défense élémentaire quotidienne comme pour la lutte politique générale.

C'est dans cette perspective que PCI milite pour la formation au Québec et au Canada d'un noyau du futur **parti communiste mondial**, dont la tâche sera d'orienter et de diriger la lutte de classe du prolétariat de l'ensemble du Canada en liaison étroite avec la lutte des prolétaires des autres pays, pour la victoire de la révolution prolétarienne internationale.

Que les classes dominantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'ont à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. (2)

(1) Marx Engels, *le Manifeste du Parti Communiste*, p.55, Pathfinder Press, 2009
(2) *Le Manifeste du Parti Communiste*, p.75, Pathfinder Press, 2009.

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

Lisez la presse internationale du PCI:
Programme Communiste /
El programma Comunista /
Il Comunista / Le prolétaire
/ Proletarian /
Suppléments pour
l'Espagne et pour le
Vénézuéla

Dictature du prolétariat et parti de classe

Alors que les mots d'ordre de **démocratie réelle** fleurissent dans des rassemblements aux quatre coins du monde, appelant à l'union informelle et apolitique des 99% de la population, toutes classes confondues, les marxistes défendent plus que jamais la nécessité de l'organisation de la classe exploitée indépendamment de toutes les autres pour la défense exclusive de ses intérêts de classe; **organisation indépendante** dont l'aboutissement est le **parti de classe**, organe indispensable au prolétariat pour se diriger dans la **lutte des classes** jusqu'à la victoire révolutionnaire concrétisée dans l'instauration de sa **dictature** sur les ruines de l'Etat bourgeois.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La position marxiste dans la question de l'Etat est condensée dans ces quelques lignes programmatiques:

«Entre la société capitaliste et la société socialiste se situe la période de transition révolutionnaire de la première en la seconde, à quoi correspond également une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat» (1).

S'il en était besoin, cette formule classique démontre que le communisme révolutionnaire ne revendique pas la dictature par «idéal politique», par goût de la force ou soif de la violence, comme voudraient le faire croire les démocrates, porte-paroles traditionnels des classes moyennes conservatrices (en fait plus attachées à l'ordre social en vigueur qu'à la démocratie politique puisque, en cas de crise brutale, elles n'hésitent pas à se tourner vers le fascisme).

Le marxisme revendique la dictature parce qu'il prévoit, et qu'il lutte pour la **transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste**.

Le capitalisme n'est pas éternel contrairement à ce croyaient les révolutionnaires bourgeois du dix-huitième siècle et contrairement à ce que veulent faire croire les misérables démocrates sociaux actuels, dans la mesure où toutes leurs revendications reposent sur le maintien de l'exploitation du travail salarié et de tous les rapports d'échange propres à l'économie capitaliste; pas plus que les modes de production antérieurs et les sociétés qui y correspondaient, ni le capitalisme ni la société divisée en bourgeois et prolétaires ne peuvent disparaître peu à peu et de manière pacifique: cette disparition ne peut résulter que de l'approfondissement, de la généralisation et de l'unification, non seulement nationale mais internationale, de la lutte spontanée, dispersée, limitée de groupes prolétariens, sur un programme anticapitaliste révolutionnaire.

Ces théorèmes du marxisme découlant de l'analyse matérialiste historique signifient que l'éclatement d'une **révolution sociale** est inévitable, et que si celle-ci est victorieuse, elle mettra fin au mode de production capitaliste et à la division de la société en classes.

Le marxisme n'a rien d'une doctrine abstraite réservée aux spéculations alambiquées d'intellectuels et de spécialistes universitaires; il affirme essentiellement trois positions fondamentales qui sont autant d'appels à la lutte révolutionnaire:

1. Le capitalisme, c'est-à-dire l'exploitation du travail salarié, n'est pas éternel, mais historiquement transitoire, tout comme l'ont été l'esclavage et la féodalité, c'est-à-dire l'exploitation du travail servile.

2. Le capitalisme ne peut pas disparaître pacifiquement parce que la classe capitaliste et les classes moyennes qui la soutiennent ne renonceront jamais à leurs privilèges.

3. Même durant les époques de réaction, c'est-à-dire les époques où le prolétariat renonce à la lutte révolutionnaire, accepte le régime qui l'opprime économiquement, politiquement et moralement, ou en tout cas s'y résigne, les antagonismes de classe ne disparaissent pas; ils éclatent au grand jour à la première grave crise économique ou politique que la croissance même du capitalisme provoque inévitablement.

Telles sont les positions irréfutables sur lesquelles repose la revendication politique maximale du communisme authentique: la **dictature du prolétariat**; même si elle nous semble aujourd'hui lointaine, la révolution socialiste ne peut manquer d'éclater à un certain moment de l'histoire; c'est précisément ce moment que les communistes attendent et préparent, parce que seule cette révolution

peut entraîner la fin de la barbarie et de la misère capitalistes.

Or comme le disait Engels aux anarchistes «anti-autoritaires», *«la révolution est la chose la plus autoritaire qui soit puisqu'une partie de la société [la classe révolutionnaire] impose sa volonté à l'autre [tout l'agrégat social qui vit de l'exploitation prolétarienne] à coups de fusils et de canons, moyens autoritaires s'il en fût»*.

Repousser avec horreur cette perspective, ce n'est pas seulement repousser le socialisme, c'est passer lâchement sous silence tout ce qui s'est passé d'important dans l'histoire humaine, tous les pas en avant sérieux accomplis par l'humanité depuis qu'elle s'est organisée en société, car quelle révolution tant soit peu profonde a jamais été pacifique, à commencer par la révolution démocratique bourgeoise de 1789?

Ceci étant rappelé, il est alors facile de comprendre le sens de la grande formule «dictature du prolétariat» que non seulement la propagande bourgeoise, mais aussi des générations de réformistes petits-bourgeois et de prétendus révolutionnaires ont réussi à discrediter jusque parmi les prolétaires.

Elle exprime une nécessité évidente: le prolétariat ne peut ni ne doit éternellement lutter de façon dispersée, ni surtout de façon plus ou moins défensive. A un moment donné de sa lutte il lui faut prendre l'initiative, toute l'initiative, dans ses mains, rendre tous les coups à l'adversaire et passer à l'offensive générale.

Et comme cette offensive générale ne peut être couronnée de succès tant que l'ennemi de classe dispose du pouvoir d'Etat, l'objectif de la prise du pouvoir, du renversement politique de la bourgeoisie, en est la conclusion logique; toute lutte sociale radicale est aussi une lutte politique, affirmait Marx contre Proudhon. La conquête du pouvoir a pour but non seulement d'arracher à la classe des capitalistes l'arme suprême de l'Etat, mais aussi et surtout de détruire le capitalisme afin que puisse surgir une nouvelle société sur les ruines de la société d'exploitation.

Un tel pouvoir ne peut être que **révolutionnaire** parce que, pour se maintenir et empêcher la contre-révolution, il ne reconnaît aucune valeur aux pratiques et aux normes constitutionnelles, juridiques et politiques de l'ancien régime bourgeois. Il ne peut être que **dictatorial** (comme l'est aussi tout pouvoir bourgeois, où, même derrière les façades les plus démocratiques, les intérêts capitalistes dominant sans partage) car il n'est guidé que par les seuls intérêts des exploités, qu'il doit intervenir **de façon despotique** dans les rapports de production, sans se laisser freiner par les intérêts des classes possédantes, et qu'il lui faut réprimer leurs tentatives inévitables de le renverser.

La revendication de la dictature du prolétariat est la position centrale du marxisme authentique, celle qui le distingue de toutes ses fausses versions, de tous les faux révolutionnaires. Marx expliquait ainsi à un correspondant:

«En ce qui me concerne, je n'ai ni le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société contemporaine, ni celui d'avoir découvert leur lutte entre elles».

«Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré: 1) que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat; 3) que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes» (2).

A leur époque, Lénine et les bolcheviks durent mener bataille contre les socialistes réformistes qui, tout en prétendant défendre la cause des exploités, condamnaient la révolution russe au nom de la démocratie. C'est ainsi que Karl Kautsky, le grand théoricien international de la IIe Internationale social-démocrate, voulait bien admettre que les soviets allaient avoir *«une importance primordiale dans les grandes batailles décisives à venir entre le capital et le travail»* mais c'était pour ajouter aussitôt que la faute des bolcheviks était d'avoir *«anéanti la démocratie que le peuple russe avait conquise»* en faisant de ces *«organisations d'une seule classe»* une organisation d'Etat. Lénine, après avoir cité ce passage, répondait sarcastiquement:

«Les "batailles décisives entre le capital et le travail" ne décident-elles pas la question de savoir laquelle de ces deux classes

(Suite en page 8)

Dictature du prolétariat et parti de classe

(Suite de la page 7)

s'emparera du pouvoir d'Etat? "Pas du tout! Jamais de la vie [répond Kautsky], dans les batailles décisives, les associations qui englobent tous les ouvriers salariés ne doivent pas devenir une organisation d'Etat".

Et qu'est-ce que l'Etat? L'Etat n'est autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre. Ainsi la classe ouvrière [selon Kautsky] doit aspirer aux batailles décisives entre le capital et le travail mais elle ne doit pas toucher à la machine dont le capital se sert pour opprimer le travail! Elle ne doit pas briser cette machine! Elle ne doit pas mettre en oeuvre son organisation universelle pour écraser les exploités!» (3).

PARTI UNIQUE ET DICTATURE DE CLASSE

Les notions de parti et de dictature de classe sont donc au centre de la doctrine marxiste, comme le *Manifeste du Parti Communiste* l'avait énoncé dès 1848, en définissant les deux moments du processus révolutionnaire qui doit aboutir à la disparition du capitalisme: la **constitution du prolétariat en classe, donc en parti**; et sa **constitution en classe dominante**. La classe prolétarienne n'est pas une simple catégorie sociologique au côté des autres qui composent la société bourgeoise, une fraction particulière des 99% dont le revenu stagne plus ou moins par rapport aux 1% de super-riches dont la fortune s'accroît sans cesse; elle est la **classe** dont l'exploitation nourrit, à des degrés divers, toutes les autres - et pas seulement une poignée de milliardaires; et pour cette raison elle est la seule classe **révolutionnaire**, la seule classe dont les intérêts historiques et généraux sont la destruction du capitalisme et l'établissement d'une société sans exploitation, et non une quelconque **réforme** ayant pour but de mieux répartir parmi les diverses couches bourgeoises les bénéfices de l'exploitation des prolétaires.

Mais le prolétariat ne devient une classe dans le plein sens marxiste du terme (une classe *pour soi* et non *pour le capital*, comme l'écrit le *Manifeste*) que lorsqu'il entre en lutte pour ses intérêts historiques généraux, lorsqu'il réussit à dépasser les limites de catégorie, de corporation, d'entreprise, de région, de nation, de sexe, de race, d'âge, etc., dans lesquelles l'enferme l'organisation de la société capitaliste. Tant que le mouvement social et politique tendant objectivement au renversement du capitalisme et à son remplacement par une société nouvelle n'existe pas, ou qu'il n'a pas encore une puissance suffisante, la masse des exploités n'est encore une classe qu'au sens sociologique, bourgeois, du terme: les individus qui la composent vivent pour eux-mêmes, sans parvenir, sinon en de rares occasions, à surmonter *«la lutte de tous contre tous»* qui caractérise selon Marx le capitalisme.

Le mouvement spontané engendré par l'aggravation aiguë des contradictions capitalistes n'est en effet pas suffisant; pour devenir une force indépendante consciente de ses intérêts historiques généraux et luttant pour eux - une classe au sens marxiste du terme - la classe prolétarienne a besoin d' *«un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot l'encadre»*: cet organisme vital est le parti. *«La classe présuppose le parti parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique et trouver dans celle-ci le but à atteindre»* (4).

Si le prolétariat ne se constitue en classe qu'en se constituant en parti, il ne peut se constituer en classe dominante - c'est-à-dire en instaurant sa dictature, son Etat, tout Etat étant la dictature d'une classe sur les autres - que si son parti **dirige** cette dictature, cet Etat. Au cours de la lutte acharnée qui conduit à l'insurrection, à la destruction de l'Etat bourgeois et à l'instauration du pouvoir prolétarien, le parti de classe joue un rôle décisif, en tant qu'état-major de la révolution. Mais la prise du pouvoir n'est elle-même que le prélude d'une révolution sociale d'une ampleur sans précédent; la lutte ne s'arrête pas, elle continue avec les armes du pouvoir. Pour vaincre les résistances de toutes sortes que cessera d'avoir moins de lui opposer le vieux monde qu'il n'aura pas été vaincu simultanément sur toute la planète, la classe ouvrière aura toujours besoin de son organe d'unification, de conscience et de direction qui est le parti de classe.

L'histoire a démontré ce manière irréfutable que dans la période révolutionnaire et après la prise du pouvoir, tous les autres partis, y compris ceux qui se disent révolutionnaires et ouvriers mais qui sont en réalité les représentants de classes ou de secteurs peut-être opprimés, mais non prolétariens, se rangent infailliblement du côté de la contre-révolution. Lénine répliquait en 1919 à ceux qui préconisaient un gouvernement de tous les partis «socialistes»: *«Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on nous propose comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons: "Dictature d'un seul parti, oui! Telle est notre position, et nous ne pouvons quitter ce terrain, parce que c'est le parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat industriel des fabriques et des usines (...)". Lorsqu'on nous propose le front socialiste unique, nous disons: ceux qui le proposent, ce sont les partis menchevik et socialiste-révolutionnaire qui, dans la révolution ont penché du côté de la bourgeoisie»* (5).

Presqu'un siècle s'est écoulé depuis sans que rien n'ait infirmé cet enseignement historique.

Si en Russie la contre-révolution n'a pas renversé formellement le parti communiste, c'est parce qu'elle avait réussi à le dénaturer complètement et à le transformer en agent du capitalisme d'Etat naissant dont il avait tenté de contrôler la croissance (à cause de l'impossibilité matérielle de dépasser le capitalisme en l'absence de révolution en Occident). Le stalinisme put ainsi faire croire que la construction du capitalisme était une «construction du socialisme», et que sa féroce dictature était dans la continuité de la dictature du prolétariat alors même que les communistes et les prolétaires en général en étaient les premières victimes!

Par la suite les staliniens et leurs descendants reprirent entièrement à leur compte l'idéologie et les principes démocratiques, qui ont été et sont depuis toujours dénoncés et combattus par le marxisme. Dans ses *«Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat»*, Lénine appelait ainsi:

«L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploités ont toujours opposée.

(...) En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses.

(...) Dans la société capitaliste, dès que la lutte de classe qui en est le fondement s'accroît d'une manière un tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun moyen terme entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petits-bourgeois» (6).

Aujourd'hui très rares sont ceux qui ont la force de critiquer le mensonge démocratique et de défendre les positions marxistes. Mais ce sont les contradictions de plus en plus violentes, les crises de plus en plus profondes du capitalisme qui dissiperont inévitablement les illusions sur la démocratie et l'union de 99% de la population, en poussant les prolétaires à la lutte.

Alors le **spectre du communisme** recommencera à hanter le monde, alors réapparaîtra avec une force impérieuse le besoin du **parti unique de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat!**

(1) K. Marx, *«Critique du programme de Gotha»*.

(2) cf *Lettre à Weydemeyer*, 5/3/1852.

(3) Lénine, *«La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky»*.

(4) Bordiga, *«Parti et Classe»*.

(5) cf *«Discours au premier congrès des travailleurs de l'enseignement»*, 31/7/1919.

(6) cf *«Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne»*, 1919, rédigées pour le premier congrès de l'Internationale Communiste.